



Numéro PPQ/

mardi 2 août 2016

Les grands titres:

- L'ONU appelle les Etats à faire tout leur possible pour protéger les enfants du fléau des conflits armés
- Soudan du Sud : 60.000 personnes ont fui les violences vers les pays voisins, selon le HCR
- L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF Ewan McGregor rencontre des enfants déplacés en Iraq
- En visite au Soudan du Sud, le chef de l'humanitaire de l'ONU rencontre des déplacés
- La sous-nutrition a un grave impact sur l'économie du Ghana, selon une étude de l'ONU
- Somalie : le HCR rend hommage à un employé décédé dans un attentat
- Des experts de l'ONU appellent à commémorer officiellement l'Holocauste des Roms

L'ONU appelle les Etats à faire tout leur possible pour protéger les enfants du fléau des conflits armés



Des enfants soldats libérés au Soudan du Sud en 2015. Photo : UNICEF/2015/Sebastian Rich

2 août - A l'occasion d'un débat au Conseil de sécurité consacré à la question des enfants et des conflits armés, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé mardi que les enfants continuaient de payer un lourd tribut en temps de guerre et a demandé aux Etats de faire tout leur possible pour les protéger.

« Le paysage mondial de la sécurité continue de changer de façon spectaculaire, mais une triste réalité elle ne change pas : les enfants paient toujours le prix le plus élevé en temps de guerre », a déclaré M. Ban dans un discours.

Il a rappelé qu'à travers le monde, des garçons et des filles sont enrôlés de force par des groupes armés. « Ils sont torturés, mutilés, emprisonnés, affamés, abusés sexuellement et tués. Leurs maisons et leurs écoles sont détruites », a-t-il ajouté, citant des pays comme l'Iraq, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen.

« Au Yémen, six fois plus d'enfants ont été tués et mutilés en 2015 que l'année précédente, et cinq fois plus ont été recrutés pour combattre », a souligné le Secrétaire général.

Ban Ki-moon a rappelé que son rapport annuel sur le sort des enfants en temps de conflit armé avait été contesté et qu'en juin il avait retiré provisoirement de l'annexe 1 de ce rapport la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen.

Cette annexe liste les « parties recrutant, utilisant, tuant, mutilant ou enlevant des enfants, les violant ou commettant d'autres formes de violences sexuelles à leur encontre, ou attaquant des écoles ou des hôpitaux dans des situations de conflit armé dont le Conseil de sécurité de l'ONU est saisi ».

« J'ai eu des entretiens avec le Royaume d'Arabie Saoudite au plus haut niveau possible (...) pour exprimer mes sérieuses préoccupations quant à la situation sur le terrain et l'impact dévastateur sur les enfants », a expliqué mardi M. Ban. « Depuis, j'ai reçu des informations sur les mesures prises par la coalition pour prévenir et mettre fin aux violations graves contre les



enfants ».

Le Secrétaire général a déclaré qu'il était toujours très préoccupé par le sort des enfants yéménites. La réclamation faite par l'Arabie saoudite concernant le rapport est toujours à l'examen et « la situation sur le terrain est surveillée de près », a-t-il ajouté.

« Nous allons poursuivre nos efforts pour veiller à ce que des mesures concrètes soient prises pour protéger les enfants. Mais je tiens à le répéter : le contenu du rapport demeure », a encore dit M. Ban.

Cette année marque le 20ème anniversaire du Bureau du Représentant spécial sur les enfants et les conflits armés.

« Nous avons besoin de ressources, mais davantage encore, nous avons besoin de volonté politique », a dit M. Ban. « Je demande au Conseil de sécurité et à tous les pays de faire tout leur possible pour que leurs paroles soient suivies d'actes pour protéger les enfants du fléau des conflits armés ».

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a souligné pour sa part que si la situation d'ensemble est loin d'être positive, il y avait eu des progrès dans de nombreux endroits.

« Depuis le premier rapport du Secrétaire général à cet organe, plus de 115.000 enfants associés aux parties à un conflit ont été libérés à la suite d'un dialogue et d'un plan d'action. À ce jour, 25 plans d'action ont été signés avec des parties au conflit », a déclaré Mme Zerrougui devant le Conseil de sécurité.

Elle s'est également félicité de la campagne « Enfants, pas soldats », qui a permis de consolider le consensus mondial selon lequel les enfants soldats ne devraient pas être utilisés dans un conflit.

Mme Zerrougui a également pris pour exemple le récent accord entre le gouvernement colombien et les rebelles des FARC-EP pour libérer tous les enfants associés à ce groupe armé et les réinsérer. « Les Nations Unies dialoguent également avec des groupes armés en République centrafricaine, au Mali, au Myanmar, aux Philippines, au Soudan et au Soudan du Sud », a-t-elle souligné.

« Notre succès dépend de notre impartialité, de la crédibilité des outils à notre disposition, et du soutien de la communauté internationale à notre travail », a-t-elle ajouté en référence au rapport contesté par l'Arabie saoudite.

Soudan du Sud : 60.000 personnes ont fui les violences vers les pays voisins, selon le HCR



Des réfugiés du Soudan du Sud arrivent à Elegu, dans le nord de l'Ouganda. Photo HCR/Will Swanson

2 août - Les flux de réfugiés entrant en Ouganda en provenance du Soudan du Sud ont doublé au cours des dix derniers jours, portant le total à plus de 52.000 personnes entrées dans le pays depuis que la violence a dégénéré il y a trois semaines. Le Kenya a signalé de son côté l'arrivée de 1.000 réfugiés au cours de la même période, tandis que 7.000 ont fui au Soudan.

Au total, 60.000 personnes ont fui le Soudan du Sud depuis que la violence a éclaté à Juba le mois dernier, ce qui porte le nombre total de réfugiés sud-soudanais dans les pays voisins à près de 900.000 personnes depuis décembre 2013, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Les réfugiés font part d'informations inquiétantes selon lesquelles des groupes armés opérant sur les routes en direction de l'Ouganda empêchent les gens de fuir le Soudan du Sud », a expliqué la porte-parole du HCR, Melissa Fleming, lors d'une conférence de presse, mardi à Genève. « Les réfugiés ont également signalé que des groupes armés opérant dans différentes parties du Soudan du Sud pillent des villages, tuent des civils et recrutent de force des jeunes hommes et des garçons ».

Selon le HCR, plus de 85% des réfugiés qui arrivent en Ouganda sont des femmes et des enfants âgés de moins de dix-huit

ans. Beaucoup d'enfants ont perdu un de leurs parents ou les deux. La plupart sont de l'Etat de l'Equatoria oriental, d'autres, en plus petits nombres, viennent de la capitale Juba et de l'Etat du Haut-Nil.

Le HCR estime que l'amélioration des conditions et des capacités des centres de réception en Ouganda est une priorité essentielle. Des efforts sont en cours pour ouvrir rapidement un nouveau site permettant d'accueillir 100.000 réfugiés dans le district de Yumbe, a précisé la porte-parole.

« Le HCR rappelle à toutes les parties au conflit au Soudan du Sud le droit fondamental de demander l'asile et les exhorte à veiller à ce que les civils bénéficient d'un accès sans entrave à la sécurité alors que le nombre de réfugiés atteint un niveau inquiétant », a ajouté Mme Fleming.

Avec plus de 2,6 millions de ses citoyens déplacés de force, la plus jeune nation du monde se classe actuellement parmi les pays au monde ayant les plus hauts niveaux de déplacement de population dû à un conflit. La moitié de la population sud-soudanaise dépend de l'aide humanitaire.

L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF Ewan McGregor rencontre des enfants déplacés en Iraq



L'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF, Ewan McGregor, rencontre des enfants déplacés dans le nord de l'Iraq. Photo UNICEF/Siegfried Modola

2 août - L'Ambassadeur de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'acteur écossais Ewan McGregor, s'est rendu dans le nord de l'Iraq la semaine dernière pour voir les effets dévastateurs que les conflits qui ravagent l'Iraq et la Syrie ont sur les enfants, a indiqué mardi l'UNICEF.

« Les enfants déracinés par les conflits peuvent se trouver seuls, sans famille et en grave danger. Aucun enfant ne devrait être seul », a déclaré Ewan McGregor, cité dans un communiqué de presse de l'agence onusienne.

Alors que la situation des enfants en Iraq devient de plus en plus désespérée, l'UNICEF estime que près de 3,6 millions d'enfants, un sur cinq, risquent d'être tués, blessés, et victimes de violence sexuelle, d'enlèvement et de recrutement par les groupes armés. Beaucoup d'entre eux sont séparés de leur famille et ont été forcés de fuir seuls, les mettant à la merci de trafiquants.

Durant sa visite, Ewan McGregor s'est rendu au camp de Debaga, qui a été récemment établi à Makhmour, une ville du gouvernorat d'Erbil. Il a rencontré des familles qui ont échappé à la violence brutale qui frappe la région autour de Mossoul dans le nord du pays. Il a aussi passé du temps avec des réfugiés syriens et des familles irakiennes déplacées dans des camps et des communautés autour d'Erbil.

Il a aussi observé les efforts de l'UNICEF pour aider des familles ayant fui la région de Mossoul en leur fournissant de la nourriture et de l'eau, ainsi que des services de santé et de protection de l'enfance.

« Beaucoup des enfants que j'ai rencontrés en Iraq ont été contraints de fuir leurs maisons, ont risqué leur vie lors de voyages dangereux et ont été exposés à des horreurs inimaginables », a dit M. McGregor.

« Le monde est confronté à une crise des réfugiés sans précédent et nous devons faire plus pour protéger le nombre extraordinaire d'enfants qui ont été arrachés de leurs maisons par la guerre. C'est à nous de dire à nos amis, nos voisins et nos gouvernements que les réfugiés sont les bienvenus », a-t-il ajouté.

L'UNICEF a rappelé qu'elle s'efforçait de protéger les enfants à travers l'Iraq et la Syrie, en leur fournissant de la nourriture, de l'eau potable et des vaccins, ainsi qu'une éducation et un soutien psychologique, mais que l'aide humanitaire n'arrivait pas à suivre l'ampleur des besoins.

En visite au Soudan du Sud, le chef de l'humanitaire de l'ONU rencontre des déplacés



Le chef de l'humanitaire de l'ONU, Stephen O'Brien (au fond à droite), rencontre des partenaires au Soudan du Sud. Photo OCHA/Gemma Connell (MINUSS)

2 août - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a rencontré mardi des personnes déplacées par la violence à Wau et Aweil, au Soudan du Sud, au deuxième jour d'une visite dans ce pays.

Dans les deux endroits, il a rencontré les autorités locales, les organisations humanitaires et les personnes touchées par la crise, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

A Wau, dans l'Etat de Bahr el Ghazal-Ouest, Stephen O'Brien a visité le site de protection des civils qui se trouve à côté de la base de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et où plus de 20.000 personnes ont trouvé refuge à la suite d'affrontements récents.

Il a rencontré des femmes déplacées par la violence, qui ont partagé leurs expériences avec lui, et des partenaires humanitaires qui l'ont informé sur les efforts menés pour répondre aux besoins des civils.

« Il a souligné que l'accès complet à toutes les personnes dans le besoin était crucial, y compris les personnes ayant trouvé refuge dans la brousse à l'extérieur de Wau et que les partenaires humanitaires n'ont pas été en mesure d'atteindre pendant plusieurs semaines en raison de problèmes d'accès », a précisé OCHA.

A Aweil, dans l'Etat de Bahr el Ghazal-Nord, le chef de l'humanitaire de l'ONU a rencontré le gouverneur et d'autres responsables locaux, ainsi que des partenaires humanitaires. Il a également visité un centre pour le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants.

« Il a vu de ses propres yeux l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et son impact sur la population », a précisé OCHA.

Saluant les efforts déployés par les acteurs humanitaires pour répondre à la crise, M. O'Brien a noté que « les humanitaires fonctionnent sur la base de l'indépendance, de l'impartialité et de la neutralité, et qu'ils doivent bénéficier d'un accès gratuit et sans entrave pour atteindre toutes les personnes dans le besoin, où qu'elles soient ».

La sous-nutrition a un grave impact sur l'économie du Ghana, selon une étude de l'ONU



La sous-nutrition infantile coûte au Ghana plus de 2 milliards de dollars par an. Photo PAM Afrique de l'Ouest.

2 août - L'économie ghanéenne perd environ 2,6 milliards de dollars par an, soit 6,4% du PIB, en raison des effets néfastes de la sous-nutrition chez les enfants, selon une nouvelle étude des Nations Unies publiée mardi à Accra, la capitale du Ghana.

« Dans la région du Nord du Ghana, 30% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance ou de malnutrition chronique. Cela n'affecte pas seulement leur croissance mais également leur développement éducatif et leur potentiel économique, et, par conséquent, l'avenir du pays », déclare Margot van der Velden, la Directrice Régionale adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, dans un communiqué de presse.

Selon, l'étude intitulée "The Cost of Hunger in Africa: the Social and Economic Impact of Child Undernutrition on Ghana's Long-Term Development" (COHA), des sommes considérables sont dépensées en raison de l'augmentation des frais de santé, des charges supplémentaires liées au système éducationnel et à la réduction de la productivité de la main d'œuvre.

Les conséquences découlant du retard de croissance sont particulièrement alarmantes. Ce dernier se présente lorsqu'un enfant ne reçoit pas suffisamment, durant la grossesse et les deux premières années de sa vie, de nutriments essentiels tels que les protéines, les vitamines et les minéraux. Ce phénomène est aggravé par les maladies et par de mauvaises pratiques d'hygiène. Dès l'enfance, les personnes souffrant d'un retard de croissance font face à ses conséquences : maladies fréquentes, faible rendement scolaire, redoublement ou abandon scolaire, et faible productivité au travail.

Au cours des deux dernières décennies, le Ghana a réalisé certains progrès dans l'amélioration de la nutrition des enfants, réduisant les taux de malnutrition chronique et de retard de croissance de respectivement 23% et 19%. Cependant, l'étude COHA met l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts dans ce domaine.

Le Dr. Margaret Agama Nyetei, directrice de la Division santé, nutrition et population de la Commission de l'Union africaine, explique que cette problématique est essentielle pour la vision de l'UA, ainsi que pour son plan d'action à réaliser au cours de 50 prochaines années, connu comme l'Agenda 2063. « Dans l'Union africaine, nous estimons que la réalisation de l'Agenda 2063, ainsi que des Objectifs de développement durable (ODD), ne sera possible qu'en exploitant pleinement le potentiel de tous les secteurs de la société, y compris les enfants, » dit-elle.

Le retard de croissance n'est pas simplement un problème de santé, et doit être abordé selon une approche multisectorielle et être prioritaire dans tous les programmes de développement de la communauté au niveau national.

« Garantir une génération libérée de la malnutrition nécessite des investissements significatifs dans les stratégies et interventions nutritionnelles. Par conséquent, il est nécessaire pour le Ghana d'établir des partenariats stratégiques avec des acteurs pertinents, particulièrement ceux issus du secteur privé et les acteurs non-gouvernementaux, afin de lutter contre la sous-alimentation globale » déclare la Professeure Takyiwaa Manuh, Directrice de la Division des politiques de développement social à la Commission économique pour l'Afrique.

Le rapport COHA est dirigé par la Commission de l'Union Africaine (CUA), en partenariat avec les gouvernements africains, l'agence du NEPAD chargée de la planification et de la coordination (NPCA), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA) et le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

Somalie : le HCR rend hommage à un employé décédé dans un attentat



Des soldats de la paix de l'Union africaine et de l'ONU à Mogadiscio, en Somalie.
Photo : UA-ONU IST/Stuart Price

2 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rendu hommage mardi à un employé tué la semaine dernière dans une attaque à la voiture piégée à Mogadiscio, la capitale de la Somalie.

Ahmed Mohamed Hassan, employé du HCR en charge de la protection, a été tué dans un attentat qui a lieu près de l'aéroport international le 26 juillet dernier. Cette attaque a coûté la vie à 13 personnes et blessé d'autres employés du HCR.

A l'occasion d'un hommage rendu au siège du HCR à Genève aujourd'hui, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi a indiqué que « la perte tragique d'Ahmed souligne les risques encourus par les collègues du HCR travaillant sur le terrain dans des situations complexes et instables pour apporter protection et assistance vitale aux personnes dans le besoin, ainsi que leur profond courage et d'engagement ».

« J'ai eu l'honneur de rencontrer Ahmed et ses collègues lors d'une visite récente à Mogadiscio, et au nom de tout le personnel du HCR, souhaite transmettre nos sincères condoléances à sa famille et exprimer notre profonde solidarité avec l'équipe du HCR travaillant en Somalie », a-t-il ajouté.

Avec un budget de 101 millions de dollars pour la Somalie, le HCR a pour mission de fournir une protection et des solutions durables aux réfugiés, demandeurs d'asile, rapatriés et déplacés internes. En 2015, près de 1,2 million de personnes dans le besoin en Somalie relevaient de la compétence du HCR.

Des experts de l'ONU appellent à commémorer officiellement l'Holocauste des Roms



Des enfants Roms en Serbie. Photo OSCE/Milan Obradovic

2 août - A l'occasion du 72^e anniversaire de l'Holocauste des Roms, aussi appelé « Pharrajimos », deux experts des droits humains de l'ONU ont appelé mardi tous les gouvernements à reconnaître officiellement le droit au souvenir pour les Roms et à prendre des mesures plus fortes pour mettre fin à leur stigmatisation.

« Sous le régime nazi, les Roms ont été soumis à l'internement arbitraire, au travail forcé et à des meurtres de masse. Cette Journée de commémoration de l'Holocauste des Roms nous rappelle l'importance d'embrasser pleinement les leçons du passé afin de construire un avenir dans lequel une telle barbarie n'est plus possible », a déclaré le Conseiller spécial du

Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adama Dieng, et la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités, Rita Izsák-Ndiaye, dans un communiqué de presse conjoint.

« Malheureusement, la haine, la peur, la déshumanisation et la stigmatisation de la population Rom existent encore aujourd'hui sous d'autres formes », ont-ils ajouté, soulignant que la violence contre les personnes et les communautés Roms continue dans de nombreuses régions du monde.

Les experts ont appelé les États à adopter une législation relative aux crimes motivés par la haine visant les Roms et à poursuivre comme il se doit la violence contre les Roms lorsque la haine est un motif.

« Pour répondre à cette stigmatisation et à cette haine il faut avoir une action concertée entre les différents niveaux de gouvernement et un soutien spécial aux efforts déployés par les acteurs politiques et sociaux au niveau local », ont précisé les experts.

« Face à la montée de l'extrémisme politique et social, nous appelons tous les acteurs politiques et sociaux - y compris les fonctionnaires de l'Etat, aux niveaux régional et local - à prendre des mesures pour protéger leurs populations Rom », ont-ils ajouté.

Bien qu'il reste beaucoup à faire pour établir le droit et la possibilité pour que les Roms puissent commémorer cette journée avec dignité, Adama Dieng et Rita Izsák-Ndiaye appellent les États à identifier et à préserver les tombes et les fosses communes Roms, y compris celles qui n'ont pas encore été marquées, doivent être identifiées et préservées pour permettre aux survivants de se souvenir et pleurer leurs proches en toute dignité.

Les experts ont appelé les pays, en particulier ceux où les Roms ont été victimes de l'Holocauste, à faire du 2 août une journée officielle pour commémorer les victimes de Pharrajimos.